



QUEBEC'S BILL 96 IS CAUSING INTOLERANCE AND HARDSHIP



The population of English-Speaking Quebec is greater than **FIVE** other Canadian provinces, yet

- Everyone's rights are now **SECONDARY** to French.
- English services are provided only to those **ELIGIBLE**, i.e. those who are:
 - Educated in English in Canada,
 - Indigenous persons,
 - Newcomers, but only for first six months.
- **BARRIERS** prevent English-speakers from:
 - Attending English schools and colleges,
 - Accessing information, courts and healthcare,
 - Benefiting from municipal services,
 - Operating a business in their language.

THIS DENIAL OF BASIC HUMAN RIGHTS MUST BE STOPPED!

**SUPPORT OUR FIGHT FOR LINGUISTIC RIGHTS and
help end this outright discrimination.**



Our COURT CHALLENGES
on behalf of individuals
depend on
PUBLIC SUPPORT.



DONATE, JOIN US, VOLUNTEER AND LEARN MORE
www.TheTaskForce.ca

The Task Force on Linguistic Policy is a Quebec-based, non-partisan, volunteer-run not-for-profit dedicated to the protection of linguistic rights as intended in Canada's Constitution.



LA LOI 96 AU QUÉBEC PROVOQUE L'INTOLÉRANCE ET DES ÉPREUVES



**La population anglophone du Québec est
supérieure à CINQ autres provinces canadiennes,
et pourtant**

- Les droits de tous sont désormais SECONDAIRES par rapport au français.
- Les services en anglais seulement fournis aux personnes «ÉLIGIBLES», c'est-à-dire:
 - Qui ont fait leurs études en anglais au Canada,
 - Les autochtones,
 - Les nouveaux arrivants pendant les six premiers mois.
- Les BARRIÈRES empêchent les personnes qui parlent anglais de:
 - Fréquenter des écoles et collèges anglais,
 - Accéder à l'information, aux tribunaux et aux soins de santé,
 - Bénéficier des services municipaux,
 - Gérer une entreprise dans leur langue.

**LE DÉNI DES DROITS FONDAMENTAUX DE LA
PERSONNE AU QUÉBEC DOIT ÊTRE ARRÊTÉ.**

SOUTENEZ LA LUTTE POUR LES DROITS LINGUISTIQUES



NOTRE COMBAT AU
TRIBUNAL au nom des
particuliers SUR LA
RÉCUPÉRATION DE LEURS
DROITS LINGUISTIQUES
DÉPEND SUR LE SOUTIEN DU
PUBLIC.



**FAITES UN DON, REJOIGNEZ- NOUS, DEVENEZ BÉNÉVOLE
ET APPRENEZ-EN PLUS SUR www.LeComiteSpecial.ca**

Le Comité spécial sur la politique linguistique est un organisme québécois, non partisan et géré par des bénévoles, qui se consacre à la protection des droits linguistiques, tels qu'ils sont énoncés dans la Constitution du Canada.